



Rapport annuel 2014-2015

Mot de la directrice générale

AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Une fois de plus, c'est avec beaucoup de fierté que je vous sou mets le rapport annuel d'activités du CCSR. C'est au moment des bilans que l'on mesure l'ampleur des activités réalisées et toute la place que prend, dans les réseaux de l'éducation, une organisation de services comme celle que se sont donnée les directeurs généraux des cégeps en 1997.

L'année 2014-2015 a pris une couleur particulière avec la réalisation d'un vaste chantier soit celui de la mise en place de la planification stratégique pour les années 2015-2020. Du début de l'automne jusqu'à l'adoption du plan par le conseil d'administration, en juin 2015, nous avons multiplié les rencontres pour évaluer, consulter et établir les enjeux et les nouvelles orientations stratégiques qui guideront notre action pour les cinq prochaines années.

Du côté des secteurs d'activités, l'année se traduit par plusieurs réalisations dignes de mention comme en fait foi le contenu de ce rapport. À souligner, la performance de notre regroupement d'achats, qui se distingue avec une participation significative des organismes des réseaux de l'éducation à ses appels d'offres. D'ailleurs, le CCSR occupe le premier rang dans l'attribution de contrats publics en approvisionnement dans les réseaux de l'éducation au Québec. Une position qu'il a su acquérir au fil des ans par la rigueur de ses processus, sa capacité d'être à l'écoute des besoins et son service à la clientèle.

Par ailleurs, la notoriété du CCSR, que nous avons pu mesurer lors des travaux de planification stratégique, repose aussi sur l'expertise que les organisations retrouvent au sein même de l'équipe du CCSR. Une équipe de permanents qualifiés et dynamiques, mais aussi une équipe de consultants qui font la force de notre service-conseil et contribuent à son rayonnement dans les réseaux.

Le CCSR a aussi été très présent dans les activités du réseau des cégeps, mais aussi celles du réseau des commissions scolaires tout au long de cette année 2014-2015. Il a non seulement assuré une présence à des événements pour mieux faire connaître son offre de services, mais il a aussi participé à des échanges sur des thèmes importants, notamment, la gouvernance des technologies de l'information (TI), la place des regroupements d'achats au Québec et la réglementation touchant les contrats publics.

Le CCSR souhaite, plus que jamais, être au cœur des débats sur le développement des réseaux de l'éducation et faire partie de la solution pour la mise en commun de services et la réalisation d'économies d'échelle. Plusieurs défis nous attendent au cours de la prochaine année. Nous devons être à l'écoute des besoins des organisations que nous desservons tout comme nous devons être attentifs aux changements réglementaires et orientations gouvernementales pouvant affecter notre gouvernance.

En terminant, je remercie chaleureusement les membres du conseil d'administration, notamment le président, Guy Laperrière, pour leur dévouement et leur engagement au sein du CCSR. Je salue aussi le travail de tous nos bénévoles, intervenants des réseaux, pour le temps qu'ils consacrent, au sein de nos comités, au développement de nos dossiers et de nos projets.

Bonne lecture!

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Martine Chevalier', written in a cursive style.

Martine Chevalier
Directrice générale

Notre conseil d'administration (au 30 juin 2015)

GUY LAPERRIÈRE, président

Directeur général du Collège de Valleyfield

- **Marc Cardinal**, directeur des ressources matérielles et technologies de l'information
Cégep régional de Lanaudière
- **Martine Chevalier**, directrice générale
CCSR
- **Mathieu Cormier**, directeur général
Cégep de Saint-Laurent
- **Claude Courchesne**, directeur des ressources humaines
Collège Ahuntsic
- **Rémi Massé**, directeur général
Cégep de Matane
- **Claude Pouliot**, directeur général
Commission scolaire des Laurentides
- **Gilles Perron**, directeur des ressources humaines
Cégep Limoilou
- **Kenneth Robertson**, directeur général
Champlain Regional College
- **Roger Sylvestre**, directeur général
Cégep de Saint-Hyacinthe
- **Bernard Tremblay**, président-directeur général
Fédération des cégeps
- **Daniel Vigeant**, directeur de l'informatique et des TIC
Collège Lionel-Groulx

Mouvements en cours d'année

- Départ de Bernard Côté, directeur général du Cégep d'Alma dont le poste d'administrateur au conseil d'administration du CCSR était vacant au 30 juin 2015.
- Départ de Jean Beauchesne, qui occupait le poste de président-directeur général de la Fédération des cégeps jusqu'en mars 2015.

Nos comités

VOIR LA LISTE DES MEMBRES DE NOS COMITÉS SUR [LE SITE INTERNET](#) DU CCSR.

Notre équipe (au 30 juin 2015)

MARTINE CHEVALIER, directrice générale

- Marjorie BARRY-VILA, technicienne en documentation, Koha et solutions technologiques;
- Sylvie BEAUDET, technicienne en approvisionnement, service des achats regroupés (SAR);
- Chantal CHARBONNEAU, conseillère en gestion de contrats, service des achats regroupés (SAR);
- Élise CORBEIL, agente administrative, services professionnels et direction générale;
- David DELISLE, conseiller en gestion de contrats, service des achats regroupés (SAR);
- Sylvie DION, conseillère en gestion de contrats, service des achats regroupés (SAR);
- Catherine DUFORT, responsable des services-conseils et du perfectionnement;
- Anthony LAQUERRE, coordonnateur, technologies de l'information et services aux bibliothèques;
- Danielle LAVOIE, conseillère en communication;
- Louise LESSARD, chargée de projets spéciaux, service des achats regroupés (SAR);
- Mélanie MATHON, agente administrative, service des achats regroupés (SAR);
- Cynthia PAQUETTE, technicienne en administration, Koha et solutions technologiques;
- Catherine PARENT, coordonnatrice, services professionnels;
- Martine PÉPIN, conseillère en gestion de contrats, service des achats regroupés (SAR);
- Serge TARDIF, directeur de la gestion contractuelle et des achats regroupés;
- Olivia WEYLAND, technicienne en administration, services professionnels.

ENJEU NUMÉRO 1

Le développement de l'offre de services

Être proactif et avant-gardiste dans le choix de nos créneaux et diversifier nos ententes.

PLUS DE 80 M \$ EN VOLUMES D'ACHATS AU SAR

L'année a, une fois de plus, été fertile au service des achats regroupés (SAR). Avec un volume d'achats de plus de 80 M \$, le CCSR réaffirme sa position de plus important regroupement d'achats en éducation au Québec et de plus gros donneur d'ouvrage pour des contrats d'approvisionnement. Au cours de l'année, l'équipe du SAR a réalisé neuf appels d'offres publics et deux appels d'offres sur invitation. Elle a aussi prolongé 12 nouvelles ententes, dont deux afin de permettre la mise en place de nouveaux contrats, et amorcé deux processus de certification.

Ententes traitées en cours d'année

Papier d'impression	Prolongation de l'entente (1 an).
Équipements informatiques usagés	Prolongation de l'entente (9 mois).
Équipements audiovisuels	Prolongation des ententes (4 mois).
Équipements de réseautique	Prolongation de l'entente (2 mois) et nouvelle entente (1 an).
Imprimantes et multifonctions	Prolongation de l'entente (1 an).
Fournitures et équipements électriques	Prolongation de l'entente (1 an).
Produits de nettoyage biotechnologiques	Prolongation de l'entente (1 an).
Assurance accident pour étudiants	Nouvelle entente (3 ans).
Assurance de dommages	Nouvelle entente (3 ans).
Gestion des matières résiduelles	Nouvelles ententes (3 ans).
Carte d'achat	Prolongation de l'entente (1 an).
Gaz naturel	Nouvelle entente (2 ans).
Recyclage, récupération et réutilisation	Prolongation de l'entente (1 an).
Gestion et disposition des biens excédentaires	Nouvelle entente (3 ans).
Filtres de ventilation	Prolongation de l'entente (1 an).
Caractérisation de l'amiante phase I	Nouvelle entente (3 ans).
Caractérisation de l'amiante phase II	Nouvelle entente (3 ans).
Équipements d'impression	Nouvelles ententes (3 ans).
Mobilier administratif et scolaire	Nouvelles ententes (2 ans).
Fournisseur certifié Tripplite	Prolongation de l'entente (1 an).
Technologies numériques interactives (partenariat avec le CSPQ)	Mise à jour de l'appel d'offres.

On peut consulter la liste complète des ententes dans le nouveau portail du SAR au www.achatsregroupes.ccsr.qc.ca

LE DÉVELOPPEMENT DE NOS PROGRAMMES D'ASSURANCE

Le programme d'assurance de dommages

À l'hiver 2015, le CCSR a mis en place une nouvelle stratégie en vue de sélectionner la ou les firmes de courtage du programme d'assurance de dommages des cégeps. Ainsi, il a été décidé de procéder à un appel d'offres sur invitation avec séance de repêchage et d'adjuger le contrat au courtier ayant déposé la soumission conforme dont le prix est le plus bas. Cette stratégie tenait compte de la proposition de la firme Raymond Chabot Grant Thornton, qui conseille le CCSR en matière d'assurances, et des recommandations du Comité du service des achats regroupés (COSAR) et de la Commission des affaires matérielles et des affaires financières (CAMAF) de la Fédération des cégeps.

Après analyse des propositions par le comité de sélection, le COSAR a procédé à l'adjudication de deux contrats : un au courtier AON, d'une valeur de 411 043 \$ et un autre au courtier BFL Canada d'une valeur de 1 236 273 \$. La prime totale du programme d'assurance de dommages est de 3 107 226 \$ et inclut la cotisation des 47 cégeps participants au fonds de franchise en assurance de biens ainsi que les frais du CCSR. À souligner que cet appel d'offres a permis aux collègues d'économiser 204 292 \$ par rapport à la prime 2014-2015. Les contrats accordés aux deux courtiers sont effectifs depuis le 1^{er} juillet 2015 pour une durée initiale de trois ans et pourraient être renouvelés pour deux années additionnelles.

Par ailleurs, il a également été convenu, à la suite des travaux réalisés en collaboration avec Raymond Chabot Grant Thornton et en tenant compte de la recommandation du COSAR et de la consultation de la CAMAF, de réviser la méthode de répartition de la prime entre les établissements qui participent au programme d'assurance de dommages selon de nouvelles modalités. Celles-ci tiennent compte du niveau d'exposition au risque ainsi que du taux de sinistralité. La nouvelle méthode de répartition est effective depuis le 1^{er} juillet 2015.

L'assurance-accident pour les étudiants et les bénévoles

Le régime d'assurance-accident pour les étudiants et les bénévoles des collèges a également été l'objet de l'appel d'offres qui s'est soldé par l'attribution d'un contrat à BFL Canada avec l'assureur SSQ, Société d'assurance Inc. Le contrat accordé est d'une valeur annuelle de 95 652 \$.

Un partenariat avec Éducation internationale

Au cours de l'automne 2014, le CCSR et Éducation internationale ont négocié un partenariat afin d'offrir un régime d'assurance collective aux étudiants étrangers de niveau secondaire et technique (formation professionnelle). Ainsi, depuis janvier 2015, toutes les commissions scolaires et tous les établissements privés ont la possibilité d'adhérer à l'entente mise sur pied par le CCSR. Le régime d'assurance collective des étudiants étrangers offre une protection maladie et hospitalisation aux étudiants étrangers qui étudient dans les établissements d'enseignement québécois et qui ne sont pas couverts par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). Le CCSR a pris la relève de Cégep International dans la gestion de ce dossier au cours de l'année 2013-2014.

UN APPEL D'OFFRES POUR L'ACQUISITION DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES

À la suite des bancs d'essai de tablettes électroniques réalisés à l'hiver 2014, en collaboration avec la Direction générale de la gouvernance et de la gestion des ressources informationnelles des réseaux (DGGGRIR) du Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MÉESR), le CCSR a été mandaté pour réaliser un appel d'offres public à l'automne 2014. L'objectif principal de cette démarche était d'assurer aux institutions d'enseignement l'accès aux meilleurs outils disponibles sur le marché, au meilleur coût, en tenant compte de la diversité des besoins techno-pédagogiques. Cependant, au terme de l'analyse des soumissions reçues le 29 octobre 2014, le CCSR n'a pu procéder à l'adjudication de contrats. Il n'a reçu aucune soumission conforme pour la plateforme iOS pour laquelle la majorité des établissements avaient identifié des volumes d'achats. Le processus d'appel d'offres ayant été annulé, les établissements mandants ont donc été libérés de leurs obligations.

DES SERVICES-CONSEILS TOUJOURS EN DEMANDE

Les demandes pour la réalisation de mandats spécifiques dans les organisations ont été encore nombreuses en 2014-2015. Près de 140 mandats ont été réalisés, principalement dans les cégeps, mais aussi dans des commissions scolaires et d'autres organismes. Plus de 40 % des mandats réalisés le furent dans le secteur de la prévention et du règlement de différends (PRD), 37 % pour des besoins en surplus de tâches, soutien ou projets spécifiques et 21 % pour du coaching ou de l'accompagnement individuel ou d'équipe. Malgré cet important volume, le secteur des services-conseils semble avoir été durement touché par les compressions budgétaires dans les réseaux de l'éducation et la loi sur le contrôle des effectifs. Les revenus ont donc diminué comparativement à l'année antérieure.

Toutefois, on note un taux de récurrence de 65 % chez nos clients (on nous rappelle!) et un fort taux de satisfaction à l'égard de nos services. En plus de la PRD, la demande de consultants a été particulièrement importante dans les secteurs des ressources matérielles, dont les approvisionnements, des ressources humaines et de la direction des études.

DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT MALGRÉ LES TEMPS DIFFICILES

Du côté des activités de perfectionnement, malgré une offre riche et variée, l'année 2014-2015 a été plus difficile, les effets des compressions budgétaires se faisant fortement sentir. On dénombre beaucoup moins d'inscriptions aux activités de perfectionnement collectif et plusieurs annulations, ce qui fait en sorte que les résultats financiers sont très en deçà de ceux de l'année 2013-2014. Cependant, on dénote un peu plus de demandes pour des activités de formation sur mesure, une formule économique de plus en plus prisée par les organisations.

Parmi les activités réalisées en cours d'année, soulignons : *La présidence de conseils d'administration*, *Un dossier d'arbitrage : comment s'y préparer*, *la Session d'intégration des nouveaux cadres* (qui n'a été offerte qu'une seule fois), *Les affaires financières des cégeps*, *Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les contrats de construction* et *Les assemblées délibérantes*.

En 2015-2016, le CCSR compte exploiter la formule du webinaire, réviser la formule de la session des nouveaux cadres et développer l'offre de codéveloppement.

À propos du codéveloppement

Une douzaine de consultants du CCSR ont reçu la formation nécessaire pour devenir animateurs en codéveloppement et sont membres de l'Association québécoise du codéveloppement professionnel (AQCP). De plus en plus d'organisations privilégient cette approche de formation en groupe qui mise sur les interactions entre les participants dans le but d'améliorer leur pratique professionnelle. Il est désormais possible de retenir les services des consultants du CCSR pour des mandats qui se déroulent à l'intérieur même des murs des établissements et organisations.

LA SANTÉ ET SÉCURITÉ

Du côté de la mutuelle en santé et sécurité, il faut souligner la fin de la première année du contrat avec le nouveau gestionnaire, Médial, le 31 décembre 2014. Parmi les activités réalisées en cours d'année, mentionnons les travaux réalisés dans le but d'établir les critères d'adhésion, de maintien et d'exclusion à la mutuelle et ceux en vue de la tenue du 2^e colloque en santé et sécurité en octobre 2015. Une formation en ligne a également été offerte aux membres de la mutuelle qui étaient au nombre de 34 au 30 juin 2015.

BEAUCOUP DE DÉVELOPPEMENT DU CÔTÉ DE VÉGA

L'année 2014-2015 a été fertile pour le logiciel VÉGA, notamment avec une augmentation de 22 % des abonnés, portant à 39 le nombre d'organisations ayant accès à notre banque de fiches de données de sécurité (FDS) et à notre logiciel de gestion de produits dangereux. Ainsi, deux cégeps (Granby et Shawinigan), un collège privé (Grasset), un CCTT (Biopterre) et trois commissions scolaires (du Littoral, du Yukon et Harricana) sont maintenant abonnés au logiciel dont notre secteur des solutions technologiques assure maintenant le support et le développement.

L'équipe n'a rien ménagé pour promouvoir cette application Web qui permet d'accéder à Reprofics, une banque de plus de 10 000 FDS, et de gérer l'inventaire des matières dangereuses et les mesures d'urgence dans l'ensemble des bâtiments d'une organisation. En plus de mettre en place un site de démonstration pour les futurs abonnés, l'équipe s'est déplacée dans plusieurs événements des réseaux de l'éducation pour présenter les avantages du logiciel, dont le Forum en SST.

À souligner que parmi les utilisateurs, les étudiants profitent, eux aussi, de la valeur pédagogique de Véga, notamment en ce qui a trait à la prévention en santé et sécurité au travail. Il leur est possible d'accéder aux FDS des produits qu'ils ont à manipuler, dans le cadre de leurs cours de chimie et de se familiariser avec les équipements de sécurité à utiliser et les comportements à adopter, par exemple, en cas de contact avec la peau ou les yeux. Toute personne ayant accès à un ordinateur au sein d'un établissement ou d'une organisation membre peut accéder à Reprofics par l'intermédiaire de Véga.

Le passage du SIMDUT à SGH (système général harmonisé) a également été une préoccupation pour l'équipe des solutions technologiques. Ainsi, les FDS seront progressivement remplacées et intégrées dans le format choisi par le fournisseur. Le CCSR ajoutera de nouveaux champs et de nouveaux pictogrammes pour permettre aux abonnés d'imprimer facilement leurs étiquettes.

KOHA : UN OUTIL DYNAMIQUE, TOUT COMME LA COMMUNAUTÉ QUI L'ANIME!

Lors de leur rencontre annuelle, le 11 juin 2015, à la Grande Bibliothèque de Montréal, les membres de la communauté Koha, un système intégré de gestion de bibliothèque (SIGB), ont tracé un bilan positif de l'année 2014-2015. On a notamment souligné l'efficacité du nouveau prestataire de services, In Libro, qui a assuré la relève de la firme Libéo. Le CCSR entend poursuivre le développement de la communauté Koha, notamment en mettant sur pied un comité d'experts dont la responsabilité sera de gérer les développements majeurs.

À souligner que la fin du contrat avec la firme Libéo a entraîné un nouveau choix d'hébergeur en cours d'année. Ainsi, au début du mois de novembre 2014, toutes les instances Koha ont migré vers des serveurs gérés par le CCSR et hébergés par l'entreprise québécoise OVH, l'une des plus importantes sociétés d'hébergement Internet dans le monde.

Par ailleurs, la communauté Koha-CCSR est passée de la version 3.12 à la version 3.18 du logiciel au cours du mois de juin. Ce changement amènera plusieurs améliorations au logiciel, dont une bonne douzaine devrait changer, au moins un peu, la vie des membres de la communauté et des utilisateurs de leurs bibliothèques.

UN NOUVEAU SERVICE POUR LES BIBLIOTHÈQUES : DIAPASON

Le CCSR a pris la relève de l'Université Laval pour assurer la pérennité du site internet Diapason qui permet aux étudiants des niveaux postsecondaires de développer des compétences informationnelles telles que la recherche efficace d'information, l'évaluation de l'information et de ses sources, l'utilisation de l'information pour la réalisation de travaux d'études et la précision de la citation des sources consultées. En 2008, le projet avait reçu l'appui financier du Programme de collaboration universités-collèges (PCUC), mais comme le financement tire à sa fin, le CCSR a décidé de relever le défi et d'assurer la pérennité du projet. Un comité d'orientation inter-ordre cégeps-universités a été mis sur pied pour appuyer le CCSR dans ses prises de décisions concernant le développement de Diapason. À ce jour, 32 cégeps et un collège privé sont membres de Diapason.

UN ACCÈS ACCRU AUX RESSOURCES ÉLECTRONIQUES

Le CCSR a consolidé son offre d'abonnement en ressources électroniques, en 2014-2015, avec l'ajout de deux nouvelles ententes : le Multidictionnaire et la plateforme Prêt numérique. Par ailleurs, on remarque aussi une augmentation de 9 % des abonnements dans ce secteur, une performance à souligner considérant le contexte budgétaire.

Les ressources électroniques offertes par l'intermédiaire du CCSR sont sélectionnées en collaboration avec les comités d'évaluation des bases de données du Regroupement des bibliothèques de collèges du Québec (REBICQ) et de l'Association pour la promotion des services documentaires scolaires (APSDS). La première rencontre avec les représentants de l'APSDS a eu lieu le 25 juin 2015, laissant présager un développement prometteur du côté des commissions scolaires. Rappelons que les négociations menées par le CCSR permettent aux utilisateurs d'obtenir des tarifs avantageux pour accéder à une grande variété de ressources documentaires.

LA GESTION DE PROJETS EN TI

Afin de développer son offre de services et d'accroître son expertise en technologies de l'information (TI), le secteur des solutions technologiques a procédé à l'embauche d'une technicienne en informatique en fin d'année. La nouvelle recrue aura pour mission d'administrer les environnements d'infrastructure, de participer aux projets d'implantation et d'assurer le soutien technique dans tous les projets en TI du CCSR.

À l'interne, le secteur des solutions technologiques a appuyé le SAR dans le développement d'un nouveau portail et dans la mise en place d'appels d'offres pour l'acquisition de serveurs et le choix de solutions de stockage. Il a aussi contribué au développement de la nouvelle zone des consultants pour le secteur des services professionnels.

Par ailleurs, le CCSR a échangé à plusieurs reprises, au cours de l'année, avec les membres de l'Association des informaticiens de collèges (AICQ) et le directeur adjoint aux technologies de l'information à la Fédération des cégeps, pour la mise en place de projets regroupés en TI dans les réseaux de l'éducation. Il a aussi participé à plusieurs échanges avec des représentants des cégeps, sur l'état de préparation de ces derniers quant au respect de la Loi canadienne anti-pourriel (LCAP). De plus, le CCSR a réalisé un sondage qui touchait la mise en commun d'un dossier de sécurité de l'information et qui a suscité l'intérêt de nombreux intervenants des réseaux.

ENJEU NUMÉRO 2

Le développement de notre expertise

Accroître l'expertise des membres du personnel, développer l'équipe de consultants et consolider nos règles de gouvernance.

LA CONSOLIDATION DE NOTRE ÉQUIPE DE CONSULTANTS

Malgré le contexte budgétaire difficile dans les réseaux de l'éducation, la demande pour des consultants est toujours aussi importante au CCSR. Ainsi, afin de répondre aux besoins des cégeps, mais aussi des commissions scolaires et autres organisations, le CCSR a accueilli plus d'une vingtaine de nouveaux consultants en cours d'année. Ces derniers, des gestionnaires et des professionnels d'expérience, peuvent intervenir dans un vaste champ d'activités : gestion pédagogique et administrative, coaching, gestion des ressources humaines, technologies de l'information, évaluation de programmes, gestion de projets, planification stratégique, etc.

LE LANCEMENT DE LA « ZONE CONSULTANTS »

Une toute nouvelle vitrine a été ouverte, en cours d'année, pour permettre aux consultants du CCSR qui le désirent, de se présenter et de faire la nomenclature des expertises et services qu'ils souhaitent proposer à notre clientèle. La « zone consultants » est un répertoire en ligne pour faciliter la recherche d'une ressource en fonction de divers critères, comme les thèmes ou sujets de consultation, les secteurs d'expertise, la langue, la situation géographique, etc. Déjà, notre répertoire compte une cinquantaine de profils et ce nombre devrait augmenter avec le temps.

PRD : UNE ÉQUIPE CONSOLIDÉE ET UNE NOUVELLE CHEF DE PRATIQUE

L'équipe du cabinet-conseil en prévention et règlement de différends (PRD) du CCSR compte maintenant plus d'une douzaine de consultants issus d'horizons différents, dont le milieu syndical. Ils sont tous et toutes des gestionnaires d'expérience, qui connaissent très bien les réseaux de l'éducation. À titre de chef de pratique pour l'équipe, Monique Proulx a pris la relève d'Yvon René, qui a été à l'origine du service de PRD et qui souhaitait ralentir sa pratique professionnelle. Monique Proulx a le rôle de s'assurer que les interventions se font en concordance avec l'approche privilégiée par le cabinet-conseil et le CCSR et qu'elles soient fidèles aux valeurs, au code d'éthique et aux modes d'intervention qui ont été développés au fil des ans dans le réseau collégial, et plus récemment, dans les commissions scolaires.

DES CONSULTANTS EN APPROVISIONNEMENT POUR NOS CLIENTS...ET POUR NOUS!

Le CCSR, dont l'expertise dans la conduite d'appels d'offres publics est bien connue, propose aussi à ses clients les services de consultants spécialisés en approvisionnement qui sont en mesure d'accompagner les établissements et organisations, notamment dans la préparation d'appels d'offres complexes, la conduite d'études d'étalonnage et l'analyse du potentiel d'un regroupement d'achats à l'échelle régionale entre plusieurs organisations.

Le CCSR utilise, lui aussi, les services de ses experts en approvisionnement pour la mise en œuvre de projets « réseau » très complexes, par exemple, son programme de caractérisation de l'amiante. Ce dernier a mené à l'inspection de 1 200 bâtiments pour lesquels des registres de caractérisation des matières susceptibles de contenir de l'amiante ont été rédigés. Le SAR n'hésite pas à faire appel à des experts dans tout processus d'appel d'offres qui requiert des

qualifications particulières, par exemple, dans le dossier du gaz naturel ou encore le programme d'assurance de dommages des cégeps.

ÉDILEXPERT : POUR DES APPELS D'OFFRES EFFICACES

Le CCSR a poursuivi sa collaboration avec Édilex pour l'accès à la plateforme de préparation d'appels d'offres et de contrats Édilex. Ce partenariat permet à la quarantaine d'établissements et organismes abonnés de produire des devis conformes aux lois et règlements qui régissent les contrats des organismes publics. Au cours de l'année, Édilex a amélioré et allégé les versions simplifiées de ses documents d'appel d'offres afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des abonnés. On a aussi ajouté 15 nouvelles fonctionnalités développées spécifiquement pour les réseaux de l'éducation, dont un nouveau module pour la gestion contractuelle.

LE CCSR AVEC LES GRANDS DONNEURS D'OUVRAGE

À l'invitation du *Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)*, le CCSR a, pour une deuxième année consécutive, pris part à la rencontre des *Responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des grands donneurs d'ouvrage en éducation*. Martine Chevalier, directrice générale et Serge Tardif, directeur de la gestion contractuelle et des achats regroupés au CCSR, a participé aux travaux de cette instance qui permet au CCSR d'arrimer ses pratiques à celles des RORC des organismes publics des réseaux de l'éducation et de faire émerger des solutions à des problématiques communes.

UNE VEILLE ASSIDUE DES MARCHÉS PUBLICS

En exerçant une veille assidue et rigoureuse des marchés publics, le CCSR s'est assuré, tout au long de l'année, d'être au fait des développements apportés à la réglementation touchant les contrats publics et ce, au profit de ses organismes mandants. En scrutant l'environnement légal, réglementaire et technologique des secteurs publics et parapublics, le CCSR se donne ainsi les moyens d'anticiper l'évolution des exigences de son milieu et d'ajuster son offre de services en conséquence.

LE DÉVELOPPEMENT DU NOUVEAU PORTAIL DES ACHATS REGROUPÉS

Après des mois de préparation, le SAR a mis en ligne, en fin d'année, son nouveau portail des achats regroupés en éducation (www.achatsregroupes.ccsr.qc.ca). Toute l'information pertinente sur l'ensemble des ententes du SAR, qu'elles soient en préparation, en cours ou à venir, y est présentée de façon claire et concise. Formulaires de mandats, contrats et listes de prix, calendrier des ententes, nouvelles importantes, tout est là pour aider les intervenants des réseaux à planifier et mener leurs activités d'approvisionnement.

LE CCSR : UNE ÉQUIPE EN DÉVELOPPEMENT

Afin d'assurer une prestation de services optimale à ses clients, déployer son offre et promouvoir sa mission, le CCSR mise sur le développement de son équipe. Ainsi, au cours de l'année 2014-2015, la directrice générale a convié les employés des bureaux de Québec et de Montréal à deux rencontres de planification, une en septembre et une autre en décembre, en plus de susciter leur collaboration à l'élaboration de la planification stratégique 2015-2020. Tous ont également pu bénéficier d'une formation collective sur la prise de parole en public, en octobre 2014. Certains ont bénéficié de formations courtes ou pris part à des colloques et événements des réseaux.

L'occupation du territoire

Accentuer notre présence dans les cégeps, consolider notre place au sein des regroupements d'achats au Québec, positionner le CCSR auprès de tous les établissements d'enseignement et assurer le développement de la communauté libre Koha.

NOTRE CLIENTÈLE

- Les 48 cégeps du Québec, qui sont les membres fondateurs du CCSR.
- Toutes les commissions scolaires du Québec, dont près d'une trentaine sont également membres du CCSR.
- Les établissements d'enseignement privé, dont un collège est aussi membre.
- Des organisations des secteurs publics et parapublics.
- Des universités et quelques municipalités.
- Au total : plus de 200 organismes.

LA PARTICIPATION AUX ÉVÉNEMENTS DES RÉSEAUX DE L'ÉDUCATION

- Carrefour de la sous-traitance industrielle.
- Colloque annuel de l'Association des gestionnaires de parcs immobiliers (AGPI).
- Colloque libre ADTE.
- Colloques de l'Association des informaticiens de collèges du Québec (AICQ).
- Congrès de l'Association des directions générales des commissions scolaires (ADIGECS).
- Congrès de la Fédération des cégeps.
- Congrès des milieux documentaires.
- Forum des directeurs généraux des cégeps.
- Forum SST.
- Journée sur les achats regroupés de l'Association québécoise des cadres scolaires (AQCS).
- Rencontres de la commission des affaires de relations de travail et de ressources humaines (CARHRT).
- Rencontres de la commission des affaires matérielles et des affaires financières (CAMAF).
- Réunion nationale de la Société GRICS.
- Sessions de perfectionnement de la Commission de l'approvisionnement et de la Commission des technologies de l'information de l'AQCS.

DANS LE CYBERESPACE

- 10 numéros des *Échos du CCSR*, publiés de septembre 2014 à juin 2015, pour un total de 150 articles rédigés.
- 3 080 abonnés aux *Échos*, soit 280 de plus qu'en 2013-2014.
- 16 558 utilisateurs ont visité le site web du CCSR 26 959 fois et consulté un total de 83 467 pages.
- Près de 60 % de nouveaux visiteurs sur notre site internet.
- Campagne AdWords dans Google pour Véga.
- Campagne dans AMEQ en ligne pour Véga.
- Diffusion de nos nouvelles dans Twitter et LinkedIn.

- Présence du CCSR sur le portail lescegeps.com et sur le site des regroupements d'achat de l'AQCS.

LES « BULLETINS » REMIS AUX DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES CÉGEPS

Pour une deuxième année consécutive, le CCSR a remis, en début d'année, à chacun des directeurs généraux des 48 cégeps, l'état de leur participation aux ententes et activités des différents secteurs. Ces indicateurs de performance présentés de façon concise et imagée, permettent aux directeurs généraux d'avoir un aperçu des volumes d'achats qu'ils confient, annuellement, au SAR. Ils y voient, en plus, leur participation aux activités de perfectionnement organisées par le CCSR, les demandes de mandats formulées à notre service-conseil, leurs abonnements aux ressources électroniques et leur participation aux diverses communautés d'utilisateurs (mutuelle de prévention, Koha, Véga). La prochaine étape sera de développer nos indicateurs afin de remettre un tel « bulletin » aux dirigeants des commissions scolaires.

DES ACTIVITÉS DE COMMUNICATION EFFICACES

Malgré l'absence, pour congé parental, de la conseillère en communication pendant une bonne partie de l'année, mais grâce à une bonne préparation et un suivi des priorités établies, le CCSR a déployé de nombreuses activités de communication en 2014-2015. S'appuyant sur les priorités et les plans de travail des différents secteurs, les activités de communication auront permis au CCSR de rejoindre efficacement sa clientèle tout au long de l'année, que ce soit par la publication mensuelle du bulletin *Les Échos*, sa participation à des événements des réseaux ou des communications écrites (communiqués, dépliants, documents corporatifs, encarts, etc.).

NOTRE COLLABORATION AVEC LES INSTANCES GOUVERNEMENTALES

Dans le but de contribuer au développement de dossiers et de projets pouvant rejoindre un maximum d'établissements et d'organismes des réseaux de l'éducation, le CCSR a participé à divers travaux, au cours de l'année 2014-2015, en collaboration avec des instances gouvernementales. D'une part, le SAR a poursuivi son travail de collaboration avec le CSPQ dans le cadre de l'entente visant l'acquisition de technologies numériques interactives. Le CCSR assure le service à la clientèle auprès des commissions scolaires dans cette entente. D'autre part, comme mentionné dans la section touchant notre offre de service, le SAR a déployé beaucoup d'énergie en vue de mettre en place un appel d'offres pour l'acquisition de tablettes numériques. Ce travail s'est fait en collaboration avec la Direction générale de la gestion et de la gouvernance en TI dans les réseaux (DGGGRIR).

Par ailleurs, à la fin de l'année 2014-2015, le CCSR a été invité à prendre part au groupe de travail mixte sur l'implantation de mannequins simulateurs dans les collèges. Formé de représentants du MÉESR, des cégeps, de la Fédération des cégeps et du CCSR, ce groupe a pour mandat d'examiner dans le détail l'évaluation des besoins liés à l'implantation de mannequins simulateurs et les meilleures façons de répartir et d'employer l'enveloppe budgétaire allouée à ce dossier. Si les achats en commun sont identifiés comme une avenue d'intérêt au terme des travaux, le CCSR est prêt à mettre son expertise à profit pour orchestrer les regroupements d'achats pour l'acquisition de mannequins simulateurs et d'équipements connexes. Le groupe poursuivra ses travaux à l'automne 2015.

LE CCSR : LE PLUS IMPORTANT REGROUPEMENT D'ACHATS EN ÉDUCATION!

En mai 2015, le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) rendait publiques ses *Statistiques sur les contrats des organismes publics des réseaux de l'éducation pour l'année 2013-2014*. Publié pour la première fois, le document présente les statistiques des activités en gestion contractuelle des organismes publics des réseaux de l'éducation assujettis à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP). Pour la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014. On y apprend ainsi que le CCSR est le plus important regroupement d'achats en éducation au Québec selon la valeur totale des contrats accordés. Il occupe la 4^e place des principaux donneurs d'ouvrage du secteur derrière l'Université McGill, la Commission scolaire de Montréal et l'Université de Montréal pour l'ensemble des contrats accordés (biens, services, construction). D'autre part, au regard des données compilées par le SCT, le CCSR est le plus important donneur d'ouvrage en matière de contrats d'approvisionnement (biens) avec une valeur de 58 M\$. Voilà des chiffres qui témoignent concrètement de la place importante qu'occupe le CCSR dans les appels d'offres des réseaux de l'éducation au Québec!

ENJEU NUMÉRO 4

La pérennité de la corporation

Maintenir l'équilibre budgétaire, assurer une saine gestion des surplus accumulés, assurer la stabilité de la corporation en matière de ressources humaines et consolider nos places d'affaires.

LES RÉSULTATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2015

	Produits	Charges
Administration générale	387 967 \$	380 283 \$
Solutions technologiques	1 441 447 \$	1 440 979 \$
Achats regroupés (SAR)	2 055 004 \$	1 245 417 \$
Services professionnels*	1 537 706 \$	1 644 164 \$
Total	5 422 124 \$	4 710 843 \$

Insuffisance des produits sur les charges (sans le SAR)

(après amortissement des immobilisations)

(98 307 \$)

Excédent des produits sur les charges au SAR

(après amortissement des immobilisations)

809 587 \$

*Comprend les services-conseils, le perfectionnement et la mutuelle en santé et sécurité.

À souligner, qu'au printemps 2015, le CCSR a dû régulariser une situation de perception de taxes avec Revenu Québec. La facture a eu un impact important particulièrement dans le secteur des services professionnels (services-conseils) et explique une partie des résultats négatifs au 30 juin. La baisse de participation aux activités de perfectionnement collectif a également contribué au déficit de fin d'année dans ce secteur.

LES SURPLUS DU SAR

Depuis sa création en 1997, le CCSR redistribue tous les surplus du SAR aux établissements et organisations qui participent à ses ententes de groupe. Ainsi, au printemps 2015, le SAR a retourné un montant global de 865 355 \$ à 172 organismes, majoritairement des cégeps et des commissions scolaires. Au printemps 2016, le CCSR redistribuera un montant de 809 587 \$ aux organismes participants.

Il est bon de rappeler qu'il n'en coûte rien aux établissements et organisations pour participer à un achat regroupé. Le SAR finance ses activités par une redevance versée par les fournisseurs. Cette redevance, d'une moyenne de 3 %, permet au CCSR de payer tous les frais reliés au processus d'appel d'offres (travail des conseillers en gestion de contrat, des consultants externes au besoin, des dépenses des groupes de travail, etc.) et à la gestion des contrats. De ce 3 %, le CCSR retourne entre 1 % et 1,5 % aux organismes participants à la fin de l'année.

LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2015-2020

Le 17 juin 2015, le conseil d'administration du CCSR adoptait un plan stratégique pour les années 2015 à 2020. Cette planification a fait l'objet d'une vaste démarche de consultation, de rencontres et d'écriture entre les mois de septembre 2014 et mai 2015. Parmi les travaux réalisés, mentionnons : l'évaluation du plan de développement des affaires 2011-2015, des rencontres avec différents groupes des réseaux de l'éducation, des rencontres de travail avec les membres du conseil d'administration et la réalisation d'un sondage en ligne auquel près de 350 personnes ont répondu. Le plan stratégique 2015-2020 comprend quatre enjeux et quatre grandes orientations stratégiques. Il comprend aussi un nouvel énoncé de mission, un nouvel énoncé de vision, en plus d'identifier les valeurs qui guident l'action du CCSR.

LE RENOUVELLEMENT DU BAIL AU BUREAU DE QUÉBEC

Occupant des locaux au 945 de l'avenue Newton à Québec depuis février 2009, le CCSR a renouvelé son bail avec le locateur, les Immeubles Roussin, pour cinq autres années, à compter de février 2015. Au cours des dernières années, le CCSR a dû procéder à trois agrandissements étant donné le volume croissant de ses activités. L'ajout d'une salle de visioconférence à l'automne 2014, permet au CCSR d'offrir au personnel des établissements et organisations des réseaux de l'éducation un accès à un espace convivial pouvant accueillir, gratuitement, jusqu'à 14 participants.

LA CONSOLIDATION DE L'ÉQUIPE

L'équipe du CCSR est composée de 17 personnes réparties dans ses deux bureaux, sur la rue Crémazie, à Montréal et sur l'avenue Newton, à Québec. Coup d'œil sur les mouvements survenus en cours d'année :

- Serge Tardif, qui avait joint l'équipe du SAR à l'hiver 2012, à titre de coordonnateur, a été promu directeur de la gestion contractuelle et des achats regroupés à l'automne 2014;
- Nathalie Bilodeau, agente administrative au bureau de Québec est partie en congé parental en janvier 2015. La relève est assurée par Mélanie Mathon;
- retour de congé parental de Danielle Lavoie, conseillère en communication, au bureau de Montréal, en février 2015. La relève a été assurée, en début d'année par Marie-Josée Nantel puis par Céline Poissant pour des mandats d'écriture;
- en prévision du congé parental de Catherine Parent, coordonnatrice des services professionnels, le CCSR a recruté Céline Levac pour la remplacer pour toute l'année 2015-2016;
- une nouvelle technicienne en informatique, Élyse Morin, a été recrutée en fin d'année et se joindra à l'équipe des solutions technologiques, au bureau de Québec, à compter du mois d'août 2015. Elle prend la relève de Jean-François Désormeaux, qui a occupé ce poste au bureau de Montréal, de février à mai 2015.

POUR UNE SAINTE GOUVERNANCE

La direction générale a amorcé, en cours d'année, l'analyse de ses politiques et règlements internes en vue d'en faire une mise à jour conforme à ses activités et ses orientations stratégiques. Dans cette foulée, le règlement général du CCSR fera l'objet d'une révision complète par les membres du conseil d'administration au cours de l'année 2015-2016 avant d'être soumis aux membres de l'assemblée générale à l'automne 2016.

La participation au développement du CCSR

Gérer la coexistence entre les cégeps et les autres établissements d'enseignement et créer un sentiment d'appartenance au CCSR au sein des autres établissements d'enseignement.

TROIS NOUVELLES COMMISSIONS SCOLAIRES MEMBRES DU CCSR

La Commission scolaire des Patriotes, la Commission scolaire de Sherbrooke et la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais sont devenues membres du CCSR au cours de l'année 2014-2015, portant ainsi à 27 le nombre de commissions scolaires membres. En cotisant annuellement à notre organisation, ces commissions scolaires ont droit à une pleine remise sur leurs achats réalisés dans le cadre des appels d'offres menés par le SAR. Elles pourront ajouter leur voix à celles des 48 cégeps, de 24 autres commissions scolaires et d'un collège privé lors de l'assemblée générale annuelle.

LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dans le cadre des travaux sur la planification stratégique 2015-2020, les membres du conseil d'administration ont amorcé des échanges en vue de revoir la composition du conseil d'administration du CCSR. Bien que les discussions ainsi que la consultation auront vraisemblablement lieu au cours de l'année 2015-2016, les administrateurs ont tout de même convenu que la composition du conseil doit, notamment, tenir compte de la participation maintenant plus importante des organismes autres que les cégeps aux activités du CCSR.

LE COLLOQUE EN APPROVISIONNEMENT

C'est sous le thème *Savoir, c'est anticiper* que s'est tenu le colloque annuel en approvisionnement du CCSR, du 24 au 26 septembre 2014, au Manoir du Lac Delage, dans la région de Québec. Parmi les thèmes abordés par les 80 participants, mentionnons le cadre légal de l'approvisionnement lié aux projets de construction, les bonnes pratiques de négociation et l'art d'être efficace en tant que responsable de l'observation des règles contractuelles (RORC). Cette activité, organisée par l'équipe du SAR, cible toutes les personnes qui oeuvrent au sein des services d'approvisionnement des réseaux de l'éducation ou qui s'intéressent aux bonnes pratiques en matière de contrats publics. Le prochain colloque se tiendra à l'hôtel Montfort à Nicolet, du 23 au 25 septembre 2015 et aura pour thème *Et si austérité voulait dire opportunités*.

UN PARTENARIAT AVEC LA FCSQ

En avril 2015, le CCSR et la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) signaient une entente de partenariat en vue de partager leur vision et leur expertise concernant le développement et la consolidation de leurs offres de services respectives. Dans les faits, les deux organismes s'entendent pour identifier et développer des ententes ou des services dont pourraient bénéficier les cégeps et commissions scolaires du Québec et ce, dans le but de réaliser des économies. Le CCSR et la FCSQ ont ainsi convenu d'établir des liens plus formels afin, notamment, de favoriser une plus grande participation à des regroupements d'achats ou de services.

LA PARTICIPATION AUX COMITÉS DU CCSR

Une fois de plus, les comités du CCSR ont suscité une participation importante des représentants des organismes des réseaux de l'éducation en 2014-2015. Que ce soit au SAR (COSAR, CATI et comités d'utilisateurs) ou dans le secteur des solutions technologiques (ROTI, communautés d'utilisateurs) ou encore aux services professionnels (régie de la mutuelle, groupes de travail), tous ces comités ont été actifs et contributifs au développement de notre offre de services. Le CCSR favorise cette participation qu'il juge essentiel à la mise en place d'ententes, d'activités ou de services qui répondent aux besoins de sa clientèle.